



A suivre

Le cycle de séminaires sur le thème : « renouveau des politiques gouvernementales en Amérique latine - Projet d'analyse critique du libéralisme », s'ouvrira du 16 au 18 juillet 1993 à Montevideo, Uruguay, par des débats autour de l'interrogation : « Existe-t-il une alternative au néo-libéralisme ? »

En Amérique latine aujourd'hui, comme en Europe ou aux Etats-Unis dans la décennie 80, le libéralisme se présente encore comme salvateur. Son incapacité à proposer des réponses adaptées sera, sur ce continent aussi, rapidement manifeste. Les gauches latino-américaines ont donc de grandes possibilités de représenter des forces porteuses d'avenir, à condition de savoir proposer un projet économique moderne. L'enjeu est de taille : 14 élections majeures (législatives ou présidentielles) sont prévues en 1993 et 1994 en Amérique latine.

Le second séminaire, consacré aux Pays Andins et au Cône Sud, aura lieu à l'automne 1993. Le cycle se terminera début 1994, avec un troisième séminaire consacré au Mexique, au Venezuela, à l'Amérique centrale et aux Caraïbes.

Un programme de formation à destination des élus locaux lituaniens est prévu dans le courant du mois de juin. A partir du modèle de fonctionnement des collectivités locales françaises, la Fondation Jean Jaurès se propose d'organiser des séquences sur les compétences des collectivités locales, les procédures budgétaires, l'analyse financière et les procédures de contrôle.

La Fondation Jean Jaurès en actes

En ce milieu de l'année 1993, la Fondation Jean Jaurès est devenue pleinement opérationnelle. Tant en France qu'à l'étranger, elle déploie désormais largement son action. Ses buts, rappelons-le, sont doubles.

D'abord, permettre dans un monde en perpétuel bouleversement le renouveau des idées de la social-démocratie, dans le souci d'éviter tout sectarisme et de rechercher les confrontations les plus ouvertes.

Ensuite, organiser une coopération approfondie avec toutes les forces qui, à travers le monde, se réclament de la démocratie et du progrès social, particulièrement là où elles sont encore faibles ou rencontrent des difficultés.

C'est ainsi que la Fondation Jean Jaurès a inscrit dans son programme 1993 des actions de coopération avec l'Afrique de l'Ouest, l'Europe de l'Est, l'Amérique latine. Nous avons également l'ambition, à partir du second semestre, d'engager une collaboration avec les forces démocratiques d'Asie, notamment dans le sous-continent indien et aux Philippines.

Ce bulletin mensuel se propose de faire connaître le plus largement possible les activités de la Fondation Jean Jaurès. Il n'a d'autre prétention que d'informer. Mais j'espère qu'il saura aussi intéresser, et devenir un puissant trait d'union entre la Fondation et tous ceux qui peuvent souhaiter collaborer avec elle.



Jean Jaurès

L'avenir de l'Iran

La Fondation Jean Jaurès avait organisé le 9 mars dernier une journée d'études sur l'Iran, dans le souci d'analyser objectivement la situation de ce pays et ses perspectives d'avenir.

Une difficulté majeure de l'Iran est sa crise économique préoccupante, dominée par un problème d'ajustement structurel antérieur à la révolution islamique et aggravé depuis. Ses institutions politiques autoritaires confrontent le pays à la nécessité à terme d'évoluer, d'autant que la société iranienne, avec 45 % de sa population âgée de moins de 14 ans, est vivante et mobile.

L'Iran doit donc s'interroger sur son avenir. Doté des attributs d'une puissance régionale, il est appelé à se développer sur la scène internationale. Cette exigence lui imposera de s'intégrer dans l'économie mondiale et donc de normaliser ses relations avec les Etats-Unis.

C'est donc aussi la communauté internationale qui doit s'interroger, tant il est vrai que l'Iran, pour se moderniser, aura besoin de sa solidarité et de sa vigilance.

Le nouveau désordre européen

Après la chute du mur de Berlin, un grand vent d'optimisme balaya le monde. La fin de la bipolarisation et la disparition de la grande menace à l'Est semblaient annoncer une nouvelle ère de paix et de prospérité. Loin de contredire un tel optimisme, la guerre du Golfe elle-même fut perçue comme le premier pas d'un nouvel ordre international fondé sur le droit.

Et cependant aujourd'hui, en Europe notamment, c'est à un nouveau désordre que nous nous trouvons confrontés. Dans l'ex-Yougoslavie, les atrocités quotidiennes de la guerre et les violations répétées des droits de l'homme s'enchaînent inexorablement. Dans l'ancienne URSS en proie aux plus grandes difficultés, les explosions sur les marges se multiplient. L'Europe de l'Ouest elle-même semble parfois engagée dans une logique de fragmentation.

Où va le monde ? Quelles nouvelles politiques diplomatiques, militaires, humanitaires peuvent permettre de répondre à ces défis ? Ces questions se trouvaient au cœur du débat du colloque organisé le 11 mai dernier par la Fondation Jean Jaurès et l'IRIS, et dont les actes seront publiés dans quelques semaines.

gros plan sur L'ALBANIE

Les 17 et 18 avril, une délégation de la Fondation Jean Jaurès composée notamment de Gérard Collomb et de Maurice Lazar assistait à la première conférence du Parti social-démocrate albanais. Elle a également pu rencontrer divers responsables politiques du pays.

Un an après la chute des héritiers d'Enver Hodja, l'Albanie, avec un revenu annuel par habitant de 350 dollars, demeure le pays le plus pauvre d'Europe. Elle ne parvient pas à se relever de ses ruines.

Confrontée à tous les problèmes de la transition du communisme à la démocratie et à l'économie de marché, l'Albanie souffre d'un certain nombre de handicaps spécifiques résultant de son histoire et du caractère exceptionnellement féroce et absurde du régime qu'elle a subi pendant près d'un demi-siècle. Le pays a été détruit économiquement, socialement, politiquement. Le peuple lui-même a été atteint jusque dans ses structures mentales les plus profondes. 65 % de la population albanaise vit dans les campagnes. Le pays manque de cadres techniques et d'acteurs aptes à comprendre les mécanismes d'une société basée sur l'initiative personnelle. L'assistance étrangère devrait notamment porter sur ce point.

Pour des raisons financières, économiques et matérielles, liées notamment à l'endettement, la non-rentabilité, le manque de pièces de rechange et de matières premières, l'industrie reste paralysée. Seul signe légèrement encourageant, la reprise timide de l'agriculture est intervenue à la suite de la privatisation de 90 % des terres agricoles qui a permis la création de 400 000 exploitations d'une superficie moyenne de 1,5 hectare. Mais un certain nombre de questions restent à régler, comme les compensations dues aux anciens propriétaires, l'insuffisance de la taille des exploitations, le manque de semences, d'engrais, de matériel, de compétence professionnelle. Cet ensemble de difficultés pèse sur la production agricole dont la stimulation apparaît pourtant comme décisive pour le décollage de l'économie.

Avec une agriculture à peine renaissante, une industrie quasiment inexistante, des ressources minières et pétrolières inexploitées, des services d'éducation et de santé à l'avenant, l'Albanie ne survit que grâce à l'aide étrangère, essentiellement de la CEE, et aux envois des émigrés, estimés à 300 000 pour une population active de 1,3 million de personnes.

Aux élections locales de juillet 1992, le Parti « socialiste » (ex-communiste), largement battu aux législatives de mars, a légèrement devancé le Parti démocratique du charismatique président Sali Berisha, qui avait prodigué de mirifiques promesses à un électoral pas conscient des réalités économiques. Après le choc du contact avec l'étranger, cet état d'esprit est peut-être en train de changer.

Les risques d'instabilité politique, les inquiétudes suscitées par la guerre dans l'ex-Yougoslavie, les risques d'explosion au Kosovo pèsent sur la situation économique.

Le Parti social-démocrate, qui a obtenu 4,5 % des voix aux élections législatives et 6 % aux élections locales, essaie de jouer son rôle dans l'alliance qui le lie au Parti démocratique, largement hégémonique au Parlement, mais affaibli par son caractère hétéroclite et la faiblesse de ses cadres après le départ d'un de ses fondateurs, l'économiste Pashko.

Le colloque sur les problèmes de l'économie albanaise s'est tenu en marge de la conférence du PSD, avec le concours de la Fondation Jean Jaurès. La participation à ses travaux de l'économiste française Edith Lhomel, spécialiste de l'Albanie au CEDUCEE, a été vivement appréciée par ses collègues albanais. Elle devrait ouvrir une fructueuse collaboration entre économistes français et albanais.

La rencontre des membres de la mission avec M. Jacques Favre, ambassadeur de France à Tirana, a été très éclairante pour comprendre la situation de l'Albanie. Elle a confirmé que la formation de cadres compétents, dans tous les secteurs de la vie sociale, était essentielle pour le développement du pays.

Maurice Lazar

Togo

Les événements des derniers mois l'ont montré, la liberté est au Togo un combat de tous les jours. La radio et la télévision y jouent un rôle prépondérant en matière d'information : en effet, la majorité de la population togolaise, illettrée, n'accède pas à la presse écrite.

Or les media audiovisuels au Togo appartiennent à l'Etat et ne répercutent que la seule voix du régime. Les Forces démocratiques togolaises ont donc créé une radio libre, destinée à fournir à la population une information objective et pluraliste. Depuis la création le 16 novembre 1992 de «Radio Liberté», la population est suspendue à son écoute. La Fondation Jean Jaurès, désireuse de contribuer à l'expression de la démocratie au Togo, a donc décidé d'apporter une coopération technique à sa mise en place.

Côte-d'Ivoire

Du 7 au 9 mai, s'est déroulé à Abidjan un colloque international sur le thème : « relever les défis de l'agriculture en Afrique de l'Ouest ». Ouverts par Gérard Collomb pour la Fondation Jean Jaurès et Simone Gbagbo, secrétaire nationale à l'agriculture du Front Populaire Ivoirien, les travaux réunissaient des spécialistes agricoles français, notamment Edgar Pisani, et des responsables des divers pays ouest-africains. Les 500 personnes rassemblées dans les locaux de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire ont ainsi pu débattre de la place de l'agriculture dans les sociétés actuelles, des objectifs pour l'avenir de l'agriculture ouest-africaine, de l'organisation des marchés agricoles locaux et régionaux, mais aussi de l'économie agro-alimentaire africaine face au GATT et aux marchés mondiaux ou des liens entre la

Suite page 4

50^e anniversaire du ghetto de Varsovie

Le 22 avril 1993, à la maison de la Chimie, plus de 500 personnes ont participé à la soirée de la mémoire organisée par la Fondation Jean Jaurès avec la participation du Cercle Bernard Lazare présidée par J.-M. Rosenfeld.

La présentation fut faite par Gérard Collomb, secrétaire général de la FJJ. L'aspect historique a été retracé par Annette Wiervorkia, directeur de recherche au CNRS. Puis prirent place à la tribune :

- M. H. Klugman qui fut à 16 ans un des plus jeunes témoins actifs du soulèvement du ghetto de Varsovie.

- Mme Haïka Grosman, ancienne vice-présidente de la Knesset (MAPAM) qui, au côté de M. Anielewicz, chef de l'Organisation Juive de Combat, fut une dirigeante de la révolte des Ghettos. Elle nous parla de l'action de l'OJC et du combat de M. Anielewicz jusqu'à la chute du ghetto de Varsovie. Puis A. Rosenkier traça le portrait du héros.

- Mme Lucie Aubrac, co-fondatrice de Libé-Sud, nous fit part du sentiment que la révolte du ghetto suscita dans les rangs de la Résistance française.

Enfin, H. Bulawko, président-fondateur du Cercle Bernard Lazare, président de la Commission du souvenir du CRIF, ancien déporté à Auschwitz, conclut en appelant à la vigilance contre l'oubli et combien l'histoire restait une leçon pour les jeunes générations.

Talila, chanteuse yiddish interpréta durant la soirée plusieurs chants des ghettos et c'est debout que toute la salle a écouté avec émotion le chant des combattants « Ne dis jamais que tu suis ton dernier chemin ».



Programme 1993

Février

Roumanie : 4 séminaires de formation municipale

Mars

France : colloque sur l'avenir de l'Iran

Arménie : Participation au pont humanitaire Croix-Rouge/ONG

Paraguay : aide à l'équipement informatique du Cercle de Culture démocratique

Togo : aide à Radio-Liberté

Argentine : appui au Club de Culture démocratique

Burkina-Faso : réunion nationale : démocratisation de l'Etat

Avril

France : formation de formateurs congolais pour la gestion de collectivités locales

Maroc : séminaire de formation sur la participation des jeunes à la vie politique locale

France : commémoration du 50^e anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie

Bolivie : appui au Centre d'études sociales ; campagne d'information civique

Paraguay : contrôle des élections présidentielle et législatives

Cambodge : mission d'équipes d'observateurs internationaux sous l'égide de l'ONU pour le contrôle électoral

Côte-d'Ivoire : colloque sur les défis de l'agriculture en Afrique de l'Ouest

Pakistan : formation des cadres du PPP

Pérou : aide à l'Institut IPA : la démocratie au Pérou face à la violence

Albanie : stage de formation pour les jeunes du PSD albanais

Mai

France : groupe de travail : projet social-démocratie de l'an 2000

France : observatoire montée des extrêmes droites en Europe

Lituanie : programme de formation municipale

Gabon : colloque justice sociale et développement

France : séminaires sur la réforme constitutionnelle

France : colloque FJJ/IRIS : le nouveau désordre européen

Uruguay : stage insertion des jeunes dans le marché du travail

France : Débat autour de la biographie de Guy Mollet par Denis Lebevre

Uruguay : colloque Le renouveau des politiques gouvernementales en Amérique latine

Chili : stage de formation PS/PPD

Salvador : stages de popularisation : accords de paix vis-à-vis des populations paysannes

Cap-Vert : aide à la diffusion d'une presse pluraliste

Juin

France : colloque sur l'économie américaine

- experts américains et français

France : colloque sur les minorités nationales

Juillet

Slovénie : colloque des forces démocratiques de l'ex-Yougoslavie

Mali : migration des populations

Août

Colombie : projet de formation avec un groupe de fondations colombiennes

Septembre

Népal : colloque Etat et religions avec l'ensemble des partis progressistes du sous-continent indien

Tchad : processus de démocratisation

France : que sont devenues les utopies ? l'autogestion 20 ans après

Burkina-Faso : culture et développement

Octobre

Colombie : 2^e séminaire du cycle Amérique latine

France : séminaire sur l'Internationale socialiste

Yemen : formation des cadres locaux

Novembre

Océan Indien : séminaire régional démocratie et développement

France : colloque Les socialistes et les intellectuels

Décembre

France : colloque centenaire affaire Dreyfus

Philippines : colloque processus de transition démocratique : comment sortir des guérillas

Communauté européenne et l'Afrique. Laurent Gbagbo clôturait ces journées qui ont permis un tour d'horizon complet des perspectives et des enjeux de l'agriculture ouest-africaine.

Congo

Les nouvelles administrations municipales congolaises entreront en fonction en octobre prochain. Afin de préparer à leurs futures responsabilités les élus locaux et les fonctionnaires, la Fondation Jean Jaurès, en collaboration avec le Centre Condorcet, organisait du 19 au 23 avril derniers à Paris une formation de formateurs à la gestion municipale et régionale, tant sur le plan budgétaire et fiscal que social et culturel. La coopération de la FNESR a permis que ces journées soient suivies de stages pratiques dans plusieurs municipalités françaises.

Roumanie

Un certain nombre de municipalités roumaines en contact avec la Fondation Jean Jaurès manifestaient le souci de pouvoir disposer d'informations concrètes sur la fiscalité locale et de conseils sur la mise en place de leurs budgets. Pour répondre à cette préoccupation, la Fondation a organisé dans quatre villes roumaines (26-27 février à Bucarest, 12-13 mars à Sibiu, 26-27 mars à Timisoara, 8 au 12 avril à Deva) des séminaires animés par des spécialistes français des finances locales et destinés à des élus locaux roumains. Une documentation de base traduite en roumain a facilité une approche concrète des travaux, permettant des explications précises sur l'établissement d'une législation fiscale locale et sur la réalisation de budgets équilibrés.

Cambodge

Du 23 au 25 mai se déroulaient au Cambodge, dans des conditions particulièrement difficiles, les pre-

mières élections sous contrôle de l'ONU. La Fondation Jean Jaurès envoyait sur place une équipe de cinq personnes, qui s'est répartie en trois endroits différents du territoire khmer, pour participer sous l'égide des Nations-Unies à l'observation des scrutins. Cette présence au Cambodge, déjà fondée sur les relations nouées avec la Ligue des Droits de l'Homme du Cambodge, sera suivie d'autres initiatives. La Fondation, en effet, envisage une coopération permanente avec les forces démocratiques cambodgiennes.

Corée

Le développement rapide de la Corée, le rôle croissant qu'elle joue dans son environnement régional soulignent l'intérêt d'examiner les évolutions du système politique et économique en Corée du Sud, l'évolution de la Corée du Nord, ainsi que les relations intercoréennes. La Fondation Jean Jaurès se propose d'organiser au début de l'été un colloque de deux jours permettant, avec le concours de spécialistes de la région, de mieux cerner les défis et les enjeux de ce dynamique pays d'avenir.

Elections au Paraguay

Aux côtés d'autres ONG européennes, d'organismes publics, et du NDI américain, la Fondation Jean Jaurès a soutenu le contrôle électoral parallèle effectué au Paraguay le 9 mai dernier par « Saka ». « Saka » signifie « transparence » en guarani, deuxième langue officielle au Paraguay, parlée par 90 % de la population. « Saka » avait effectué avec succès le même type de contrôle lors des élections municipales de mai 1991.

Pour ces premières élections générales démocratiques depuis la chute de Stroessner, « Saka » avait mobilisé bénévolement 5 000 jeunes de 15 à 20 ans à travers tout le pays et 300 jeunes informaticiens, chercheurs, universitaires en sciences sociales. Les résultats ont ainsi pu être récoltés

bureau de vote par bureau de vote. Le contrôle s'est exercé sur 80 % de l'électorat. De nombreux particuliers avaient prêté des ordinateurs et des véhicules privés. Le directeur de l'Université privée « Columbia » avait mis à disposition tous les locaux et matériels de son établissement. « Saka », reconnu comme la seule source de données indépendante et fiable, a été sollicité par les observateurs de l'OEA et l'équipe de Jimmy Carter venu personnellement sur place.

Malgré les coupures de ses lignes téléphoniques par Antelco afin de ralentir son travail de diffusion de l'information, « Saka » a communiqué dès le lendemain de l'élection ses résultats, qui corroborent à peu près ceux de la Junta Electoral Central.

Séminaire au Maroc

Dans une période de repli sur soi et d'individualisme grandissant, les jeunes sont à la recherche d'idéal et d'action pour faire changer leur vie quotidienne. Persuadés de n'avoir aucune prise dans les procédures de décision, même au niveau local, ils se désintéressent pourtant de la vie publique.

Sur le thème « Comment faire participer les jeunes à la vie publique ? », la Fondation Jean Jaurès organisait à Agadir, du 15 au 18 avril derniers, un séminaire en collaboration avec Jeunesse Ittihadia USFP. Durant ces trois journées, des échanges confiants et fructueux ont eu lieu entre la délégation de la Fondation, conduite par Gérard Lindeperg, et la quarantaine de jeunes Marocains participant à cette réflexion.

Arménie

Dans le cadre de l'aide humanitaire en faveur de l'Arménie, la Fondation Jean Jaurès s'est engagée aux côtés de la Croix-Rouge et de l'ensemble des associations arméniennes à l'opération « Un train pour l'Arménie ».